

OUEST France

Nicolas Hulot : « Je veux engager des réformes concertées mais irréversibles »

Modifié le 16/07/2017 à 19:53 | Publié le 16/07/2017 à 17:06



• Nicolas Hulot souhaite « engager des réformes concertées et irréversibles » | Reuters

Nucléaire, Notre-Dame-des-Landes... Dans cet entretien exclusif, le ministre fait un tour d'horizon des dossiers en cours. Il reconnaît que la tâche est rude et que beaucoup de temps a été perdu.

La dernière fois que nous l'avions interrogé, c'était il y a quelques mois, dans le joli jardin de sa maison de Saint-Lunaire, sur la côte d'Émeraude.

Il était détendu, venait d'abandonner sa mission d'envoyé spécial pour le climat confiée par François Hollande et voulait prendre le temps du recul et de la réflexion.

Vendredi, c'est dans la course d'une vie chahutée qu'il nous a accordé un peu de son précieux temps. Même si sa chemise est à col Mao et qu'il utilise la cravate avec parcimonie, Nicolas Hulot a vraiment endossé le costume de ministre de la Transition écologique. Cela se voit, se ressent dans son discours. Fini le kitesurf, bonjour les agendas démentiels, les nuits blanches et les petits matins de la vie politique.

Loin des postures, il connaît ses marges de manoeuvre, compose avec la réalité des dossiers et la situation budgétaire de l'État français. S'il annonce d'emblée qu'il ne fera pas de miracles, il veut mettre la France sur les rails d'une économie décarbonée. Sa vision est à long terme.

Diriger un ministère c'est nouveau pour vous, quelles sont vos premières impressions après deux mois en poste ?

C'est très frontal, il n'y a pas de sas de décompression, il y a une vie avant, une vie après... Vous êtes propulsé dans un fleuve en cru. Pas le temps pour les regrets ou les hésitations. L'action est lancée. Je ne peux pas dire que j'ai complètement sorti la tête de l'eau mais je vois avec certitude la lumière en surface. Tout est complexe. Notamment parce que l'on récupère des situations budgétaires, écologiques, géopolitiques qui sont le fruit d'ajournement, de renoncements, d'indifférences, d'impuissances. Il faut faire avec, dégager dans ce tumulte des moments de vraie réflexion et de mise en perspectives. Reprendre la main sur le temps.

Mais vous êtes content de ce choix ?

Quand on me dit : « alors tu es heureux ? », ce n'est clairement pas le sentiment qui l'emporte, c'est plutôt un sentiment de gravité et de responsabilité. Je ne ferai pas de miracles, mais je veux engager des dynamiques en profondeur qui seront irréversibles et structurantes. Je mettrai toute mon énergie à aligner ma vision avec les possibilités existantes pour faire changer nos modèles obsolètes. Beaucoup de choses ne pourront se régler qu'avec le temps, mais je suis confiant dès lors qu'on les programme et les anticipe.

Justement, faire baisser la part du nucléaire à 50 % de la production énergétique en 2025. Est-ce réaliste ?

Arriver à cet objectif en 2025 est un véritable défi, qui peut sembler insurmontable. Le sujet est tellement sensible que tout le monde l'a enfoui. On a déjà perdu des années précieuses. Je ne veux pas de mystification. Il va falloir définir des scénarios, réalistes et possibles sinon ce sera brutal. Mais je ne veux rien cacher.

Cela passe vraiment par la fermeture de 17 réacteurs ?

Soyons clairs, je n'ai pas dit qu'il fallait fermer 17 réacteurs. J'ai juste rappelé que, pour appliquer la loi, certains scénarios prévoient qu'on en ferme 17, voire plus. Or jusque-là, tout le monde a fermé les yeux là-dessus. Je m'étonne que l'on semble découvrir aujourd'hui ce que cela implique vraiment ! La loi était cohérente : on réduisait notre consommation, on élargissait le bouquet énergétique au renouvelable et, mécaniquement, on fermait un certain nombre de réacteurs, les plus anciens et les moins sûrs. Mais rien n'a été fait pour la mettre en œuvre. J'ai bien récupéré une loi mais aussi un manque de stratégie. Il faut mettre les choses à plat, pour ramener réellement la part du nucléaire à 50 %.

Que faire ?

L'écologie, la lutte contre le dérèglement climatique, les gens sont pour l'idée, mais la plupart sont contre ce que cela implique comme changements. Moi je veux engager des trajectoires planifiées et notamment sur un plan social et économique. On ne peut fermer des centrales sans prendre en compte la réalité des emplois. Nous devons modéliser les scénarios et construire ces trajectoires de transition.

La fermeture des centrales est aussi liée à l'ouverture de l'EPR de Flamanville qui multiplie les retards et les aléas financiers...

On aurait écouté quelques lanceurs d'alerte il y a quelques années, on ne serait pas dans cette situation. EDF est une grande entreprise, mais il faut absolument qu'elle accélère son évolution, et qu'elle prenne en compte le fait que le modèle énergétique de demain sera beaucoup plus diversifié. Il faut avoir une foi absolue dans les énergies renouvelables.

Mais quels leviers actionner pour développer rapidement le renouvelable ?

Il y a notamment des leviers fiscaux. Il faut par exemple introduire des avantages compétitifs à l'économie décarbonée. Il faut aussi simplifier les procédures d'appels d'offres et raccourcir les temps de contentieux. Pour l'éolien en mer, entre l'appel d'offres et l'implantation, cela prend entre 12 et 15 ans. Au bout de tout ce temps, on pourrait installer un matériel encore plus performant. Je suis conscient que certains citoyens s'interrogent sur l'impact des énergies renouvelables. Mais on ne peut pas être contre tout, il y a une urgence réelle à avancer maintenant de façon constructive. On veut quoi ? Favoriser la diversité, produire sa propre énergie et la consommer, bénéficier à terme d'une énergie bon marché car le vent, le soleil, la chaleur de la terre sont gratuits. Il faut s'affranchir des énergies fossiles qui sont des plaies pour la santé et des sources de conflits internationaux.

Il faut donc faire un énorme travail de pédagogie ?

Rien ne se fera contre les Français mais il faut voir que toutes ces mesures participent de l'avenir de la planète. Je souhaite que les citoyens s'emparent de cet élan. Ce sujet ne doit pas diviser mais au contraire rassembler. On a tout à y gagner. En termes de santé, de coût financier et de lutte contre le chômage. Il y a un gisement d'emplois considérable dans toutes ces technologies vertes.

La fin des moteurs thermiques (essence ou diesel) que vous prévoyez pour 2040, ça va emporter les citoyens ?

Il le faut. L'Inde l'a prévu pour 2030. Des pays comme la Corée du Sud ne vont pas attendre cette date. Je ne peux pas qu'on soit en retard. Les industriels automobiles ont répondu chiche et Volvo annonce la fin de ce type le moteur pour 2019. Vous allez voir que la recherche va s'accélérer, que l'hydrogène peut faire des bonds technologiques, que l'on va trouver des nouveaux matériaux pour les batteries électriques... On est plus facilement génial quand il y a de la prévisibilité et de l'irréversibilité ; on est stupide quand on n'a pas d'horizon.

À propos de transport, quid de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?

Tout le monde connaît mon opinion là-dessus, Je n'ai jamais été convaincu par l'utilité du projet. Maintenant, le dossier est dans les mains des médiateurs, pour vérifier que tous les scénarios ont été étudiés. La décision se fera de façon impartiale.

On va y arriver un jour ?

C'est devenu tellement passionnel... Très sincèrement, personne n'est malhonnête dans ce dossier mais tout le monde n'a pas la même grille de lecture. Je ne suis pas en conflit avec M.Retailleau, je respecte son point de vue, je le comprends, mais ne le partage pas. Je veux que

le dialogue et la raison l'emportent, sans violence verbale et encore moins physique. Il y a des besoins avérés pour absorber le trafic mais on a été au plus facile, tout n'a pas été étudié. C'est l'héritage d'une décision prise il y a 30 ans. On s'est dit : « il y a des champs de libre, allez hop on bétonne tout ça ». Ce sont des logiques dépassées.

Et puis, il y a la réalité des finances de l'État, non ?

Le président nous a demandé de suspendre tous les grands chantiers pour les évaluer dans le détail. Clairement, il faut mobiliser nos ressources sur les priorités et notamment la mobilité des Français au quotidien.

Autre dossier épineux, le centre d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure.

Croyez-moi, des sujets complexes je n'en manque pas. Et je veux les prendre un par un. On a derrière nous des années de production nucléaire et donc de déchets radioactifs... Qu'est-ce qu'on fait ? On va les balancer dans la mer ou dans l'espace ? Ils ne vont pas disparaître comme par enchantement... Il va falloir les prendre en charge. Mon travail est de vérifier que leur stockage se fasse dans des conditions de sécurité absolue. Ensuite, cela doit nous pousser encore plus à réfléchir sur le nucléaire. Ce n'est pas ma conception d'une civilisation d'avoir des déchets que l'on délègue aux générations futures. Je ne veux pas me précipiter. On voudrait me faire prendre toutes les décisions en urgence, ce ne sera pas le cas. Je veux croiser toutes les informations avant de décider.

Vous parliez de santé des citoyens, de nombreuses ONG ont vécu comme un échec le vote du texte sur les perturbateurs endocriniens à la Commission européenne. Pourquoi ce revirement de la France ?

Certains ont dit qu'en votant ce texte, j'avais avalé ma première couleuvre. Non, j'assume ce choix. Le texte voté va permettre la définition de ces substances dangereuses pour la santé. Sous la pression de certains partenaires européens, la définition est aujourd'hui encore trop floue. Je le regrette. En revanche, j'ai obtenu 50 millions d'euros pour accélérer la recherche sur certains produits dont on craint qu'ils ne soient des perturbateurs endocriniens. D'autre part, nous avons obtenu d'élargir le champ d'investigation à d'autres domaines que sont les jouets ou les cosmétiques. Et surtout, si ce texte n'était pas voté, on retardait la possibilité de retirer du marché des substances dont la dangerosité est avérée. Enfin, la France pourra, seule, décider d'interdire des substances qui ne sont pas listées dans le texte européen, si nos propres agences nationales confirment leur dangerosité.

C'est difficile, quand on vient d'une ONG, de trouver sa place dans un gouvernement ?

Sur un plan personnel, j'ose espérer que je ne change pas. Je dis les choses de la même manière. Mes convictions restent les mêmes mais j'ai choisi maintenant d'agir dans un cadre juridique national, européen et mondial. J'ai dit à Emmanuel Macron : « je suis ce que je suis et je ne changerai plus ». Je respecte les us et coutumes, je mets une cravate quand c'est nécessaire (rires).

Vous devez quand même arbitrer, faire des choix comme pour l'abattage récent de deux loups...

Quand on vient d'une ONG qui a à cœur de défendre la biodiversité, signer un arrêté qui donne le droit d'abattre deux loups, c'est un crève-cœur. Mais en tant que ministre, je ne peux ignorer la détresse des éleveurs qui, un matin, trouvent quarante brebis égorgées dans leur troupeau. Il faut prendre en compte l'intégralité des situations. La détresse des éleveurs n'est pas moins recevable que les demandes des protecteurs du loup. Il faut trouver un compromis même si je n'aime pas trop ce mot. J'essaie d'être juste.

Vous aviez imaginé la rudesse de la tâche ?

J'imaginai tout, mais la réalité est cent fois plus complexe. Je savais que le rythme d'un ministre était très dense, mais j'étais à des années-lumière de la réalité. Notre début a été particulièrement chargé. Les élections législatives, le remaniement, la mise en place du plan climat, des états généraux de l'alimentation. J'ai aussi un agenda international avec les négociations climats, celles sur la biodiversité, le Conseil européen de l'environnement, le G7, le G20... En deux mois, en fait, on a réalisé des milliards de choses !

Il faut aussi se retrouver, le 14 juillet, à côté de Donald Trump qui a envoyé aux orties l'accord de Paris sur le climat.

J'ai un sentiment de colère froide vis-à-vis de cette décision. Je sais ce qu'elle implique pour ceux qui subissent les conséquences du changement climatique. Ce message qui leur est envoyé est un immense bras d'honneur. Je sais aussi que le cynisme des uns nourrit le fanatisme de demain. Une fois qu'on a dit ça, je partage avec Emmanuel Macron une réalité : si l'on ne discute qu'avec les gens avec lesquels on est d'accord, les choses n'avancent pas. J'étais un peu surpris au début que le Président l'invite. De façon un peu primaire, j'avais plutôt envie de l'écarter ; mais c'est beaucoup plus pertinent de le remettre dans le jeu.

L'accord de Paris va vivre malgré tout ?

Même si les États-Unis se sont retirés, il y a une dynamique irréversible qui est lancée. Les Chinois, eux, sont à fond. Ils ont même déjà dépassé leurs objectifs. Mais même aux États-Unis, de nombreux États, villes et entreprises continuent de mettre en place des plans de lutte contre les déchets, diminuent leur production de gaz à effet de serre... Je suis confiant.

Quel sera le rôle de la nouvelle conférence de Paris ?

Elle aura lieu le 12 décembre après la Cop 23. Elle aura pour thème principal les financements et je souhaite qu'elle soit prioritairement tournée vers l'aide aux pays victimes du changement climatique. Nous devons honorer nos promesses. Il faut mettre en place des mécanismes efficaces et pallier la perte des aides financières qui ne viendront plus des États-Unis.

Quelles sont vos relations avec Emmanuel Macron. Comment le voyez-vous ?

Je me sens soutenu, compris. Il a une capacité de travail qui en étonne plus d'un et parfois en épuise plus d'un. Je ne suis pas sûr que la notion de jour et de nuit existe pour lui. Ensemble, et avec Édouard Philippe, nous traitons des sujets de long terme. Il faudra attendre plusieurs mois voire années avant de récolter les fruits. Mais ils seront bios !